

Publications sur les relations internationales de la Suisse parues depuis la fin de la Guerre froide¹

S'il est vrai qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale la politique de neutralité suisse est soumise à de fortes pressions et critiques alliées, le début de la Guerre froide et le bipolarisme des deux superpuissances permettent à la Suisse de réévaluer sa propre politique de neutralité, qui constitue un élément essentiel de la mise en place d'une idéologie d'identité collective destinée à cimenter les différentes parties du pays. Dans ce contexte, toute étude portant sur les relations internationales qui aurait mis en discussion un aspect quelque peu encombrant de la neutralité aurait été immédiatement perçue comme une menace. Il en a résulté une politique officielle de contrôle sourcilieux de la recherche historique, bloquant pratiquement tous les projets d'étude sur le passé récent des relations internationales de la Suisse. Au début des années soixante, des révélations provenant de l'étranger ont poussé le Conseil fédéral à faire élaborer un rapport sur la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, mandatant en 1962 l'historien Edgar Bonjour. Ce n'est pas vraiment un hasard si Bonjour a intitulé son travail monumental *Histoire de la neutralité suisse pendant la Seconde Guerre mondiale : quatre siècles de politique extérieure fédérale* (3 vol., Neuchâtel, 1970)². Le privilège sur les sources accordé à l'historien bâlois a en fait

1. Pour les recherches bibliographiques, nous avons pu utiliser des instruments de travail issus des projets du Programme national de recherche sur la politique étrangère de la Suisse (PNR-42), en particulier de Peter Hug et de Madeleine Herren, que nous remercions très sincèrement.

2. Sur la censure, la fermeture des archives et plus particulièrement les intrigues menées à l'égard des historiens, cf. Sacha ZALA, *Geschichte unter der Schere politischer Zensur. Amtliche Aktensammlungen im internationalen Vergleich*, München, Oldenbourg, 2001, pp. 250-326.

monopolisé la recherche et, comme le fait très justement remarquer Daniel Bourgeois dans un numéro de *Relations internationales* de 1982, l'historiographie des relations internationales de la Suisse « a été dominée durant les deux dernières décennies par l'œuvre d'Edgar Bonjour et les travaux de ses nombreux élèves de l'Université de Bâle »³. Il a fallu attendre la publication du rapport Bonjour pour obtenir en 1973 l'ouverture des fonds des Archives fédérales sur la Seconde Guerre mondiale, ce qui a donné une impulsion au développement d'une historiographie indépendante. Les fruits de cette ouverture se font particulièrement sentir dans la première moitié des années quatre-vingt, avec un intense développement de travaux divers et une forte présence du débat lié « au travail de mémoire » dans le public⁴.

La production historiographique sur les relations internationales de la Suisse dans la dernière décennie est profondément marquée et influencée par deux crises liées à la politique étrangère : le refus en 1992 de la part du peuple et des cantons d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE) et, jusqu'à nos jours, par la controverse initiée en 1996 concernant les fonds en déshérence, une controverse qui, au sein du public, va finir par se transformer en une véritable ré-appréciation du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Dans les deux cas, l'État a réagi en débloquent des sommes assez considérables pour soutenir deux programmes de recherche, extrêmement différents dans leurs structures et conceptualisations. À l'intégration européenne manquée, le Conseil fédéral a répondu en soutenant un « Programme national de recherche » du Fonds national suisse de la recherche scientifique⁵, intitulé « Fondements et possibilités de la politique extérieure suisse » (PNR 42) et constitué de 58 projets singuliers de recherche⁶.

À la controverse sur la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, le Conseil fédéral a répondu en créant une « Commission indépendante d'experts Suisse - Seconde Guerre mondiale » (CIE), formée d'experts

3. Daniel BOURGEOIS, « Notes de lecture. Notice bibliographique sur les publications récentes concernant les relations internationales de la Suisse de 1848 à nos jours » in *Relations internationales*, n° 30, 1982, pp. 231-248.

4. Georg KREIS, « Zurück in den Zweiten Weltkrieg. Zur schweizerischen Zeitgeschichte in den 80er Jahre », in *RSH*, 2002, pp. 60-68; « Zur Bedeutung der 1990 ter Jahre für den Ausbau der schweizerischen Zeitgeschichte (Teil II) » in *RSH*, 2002, pp. 494-517.

5. Sur l'histoire du FNSRS, cf. Antoine FLEURY et Frédéric JOYE, *Les débuts de la politique de la recherche en Suisse. Histoire de la création du Fonds national suisse de la recherche scientifique (1934-1952)*, Genève, Droz, 2002.

6. Une liste complète des projets qui ont participé au PNR 42 est disponible sur le site du Fonds national à l'adresse <<http://www.snf.ch/nfp/nfp42/home.htm>>, où l'on trouve également divers « Working Papers », avec la présentation de résultats intermédiaires ainsi que la liste complète des « Synthesis », qui résument les résultats de projets de recherche individuels et qui peuvent être téléchargés sous forme électronique.

internationaux qualifiés⁷. Ces deux programmes de recherche ont conduit à une florissante production scientifique, réévaluant en même temps un champ de recherche traditionnel que l'historiographie universitaire des deux décennies précédentes avait, sous l'influence de nouvelles méthodes et interrogations, seulement exploré partiellement. Cette prise en compte de la dimension internationale dans l'étude du pays a abouti à ce que Madeleine Herren a qualifié de « new international history », à savoir une tentative de synthèse qui dépasse les frontières méthodologiques entre une histoire diplomatique centrée sur l'État et l'histoire sociale à proprement parler⁸.

Dans ce bref compte rendu, qui ne peut ni ne prétend être exhaustif, nous voulons présenter la production historiographique sur les relations internationales de la Suisse de la dernière décennie, après la césure marquée de la fin de la Guerre froide, une césure qui a impliqué également une réévaluation du concept de neutralité. Évidemment, ceci ne peut dispenser celui qui entend analyser des questions particulières de recourir à des bibliographies spécialisées, desquelles nous donnons quelques indications. Vu l'essor des nouvelles technologies et des moyens mis à disposition des chercheurs dans ces dernières années, il nous semble utile de signaler des nouveaux instruments de recherche (banques de données Internet, ressources « on-line », etc.).

1. *Bibliographies et instruments de recherche*

Pour toute recherche bibliographique, il est indispensable de consulter avant tout la *Bibliographie de l'histoire suisse*, publiée par la Bibliothèque nationale suisse (BNS) (Berne, 1913 ff.). À partir de l'édition de 1999, il est possible d'effectuer des recherches dans la bibliographie complémentaire de la banque de données *Helvetica* de la Bibliothèque nationale suisse à l'adresse Internet <<http://www.helvetica.ch>>. Au début de la controverse sur la Seconde Guerre mondiale, l'Office fédéral de la culture a promptement réagi en publiant un travail bibliographique, qui fait référence pour un état des recherches menées sur ce thème jusqu'à la fin de la crise : *Le Rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Aperçu des nouvelles publications historiques sur le sujet* (Berne, 1997, aussi accessible sur Internet à l'adresse <<http://www.snl.ch>>, où figure également une mise à jour allant jusqu'en 1998).

7. Ont fait partie de la commission : Jean-François Bergier (président), Wladyslaw Bartoszewski, Saul Friedländer, Harold James, Helen B. Junz, Georg Kreis, Sybil Milton, Jacques Picard, Jakob Tanner, Daniel Thürer et Joseph Voyame. Une liste complète des rapports intermédiaires, des 25 études spécifiques, des « Contributions juridiques » et des « Contributions à la recherche » se trouvent sur le site de la « Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale », à l'adresse Internet <<http://www.uek.ch>>.

8. Madeleine HERREN, « International History. A view from the top of the Alps » in *RSH*, n° 49, 1999, pp. 375-384.

Ce travail bibliographique offre en outre des commentaires portant sur une cinquantaine de publications⁹.

Le groupe de recherche des *Documents diplomatiques suisses* (DDS) met à disposition sur son site Internet <<http://www.dodis.ch>> une bibliographie étendue et régulièrement mise à jour. On y trouve de nombreuses références bibliographiques, en particulier sur les relations bilatérales de la Suisse avec les divers pays, mais également plusieurs références sur la politique multilatérale et les organisations internationales.

Une liste des mémoires de licence et thèses de doctorat en cours ou achevés dans les instituts d'histoire des universités suisses se trouve sur le site Internet de la *Société suisse d'Histoire* (SSH), dont l'adresse est <<http://www.sgg-ssh.ch>>. Cette banque de données est une prolongation sous forme électronique de l'ancien numéro de fin d'année du *Bulletin de la Société générale suisse d'Histoire* (Bâle : Schwabe). Elle rend compte de tous les travaux de licence et de doctorat en cours ou terminés dans les universités suisses dans les domaines de l'histoire, de l'histoire du droit, de l'histoire de l'Église et de l'histoire de la médecine à partir de 2000.

Il faut signaler enfin la sortie actuelle dans les trois langues officielles du premier volume du *Dictionnaire historique de la Suisse* (DHS) (Hauterive, 2002), une œuvre qui comptabilisera au total 12 volumes. Une partie des articles est déjà accessible sur le site Internet <<http://www.dhs.ch>>.

2. Éditions de sources

À la différence des publications officielles des grandes puissances, l'édition suisse des *Documents diplomatiques suisses. Diplomatische Dokumente der Schweiz. Documenti diplomatici svizzeri. 1848-1945* (DDS), 15 vol. Benteli, Berne, 1979-1996, n'a aucun caractère officiel, mais est, au contraire, gérée par un groupe de recherche indépendant¹⁰. La première série de 15 volumes s'est conclue avec la publication des vol. 11 (1934-1936) en 1989, vol. 12 (1937-1938) en 1994, vol. 13 (1939-1940) en 1991, vol. 14 (1.1.1941-8.9.1943) en 1997 et le vol. 15 (8.9.1943-8.5.1945), déjà publié en 1992. La seconde série, prévue en 6 volumes, couvre la période 1945-1961, qui correspond à « l'ère Petitpierre », du nom du Conseiller fédéral en charge de la diplomatie

9. Pour un état de la recherche au début de la controverse, voir les 17 contributions de Georg Kreis, Marc Perrenoud, Jakob Tanner, Philippe Marguerat, Peter Hug, Jacques Picard, Neville Wylie, Madeleine Herren, Rudolf Jaun, André Lasserre, Josef Mooser, Luc van Dongen, Niklaus Stettler, Sacha Zala, Andreas Kellerhals et Jean-François Bergier dans le numéro spécial *La Suisse et la Seconde Guerre mondiale* de la *Revue suisse d'Histoire*, n° 47/4, 1994, pp. 449-844.

10. Pour l'historique des DDS, cf. Antoine FLEURY, « Les Documents diplomatiques suisses. Histoire d'une publication majeure des historiens suisses », in *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven, 1991*, Bâle, 1992, pp. 397-409.

suisse du 1^{er} février 1945 au 30 juin 1961. Quatre volumes de la seconde série sont déjà parus : *Documents diplomatiques suisse. Diplomatische Dokumente de Schweiz. Documenti diplomatici svizzeri. 1945-1961* (DDS), Chronos, Dadd, Zoé, Zürich, Locarno, Genève 1997 ff. : vol. 16 (9.5.1945-31.5.1947) en 1997, vol. 17 (1.6.1947-30.6.1949) en 1999, vol. 18 (1.7.1949-30.6.1952) en 2001 et vol. 19 (1.7.1952-31.3.1955) en 2003. Pour la nouvelle série, le groupe de recherche des DDS a mis en ligne la banque de données DoDiS, librement consultable à l'adresse <<http://www.dodis.ch>>. Elle contient de nombreuses informations sur des documents, des personnes et diverses organisations. Actuellement, environ 2000 documents sur un total de 3200 sont disponibles sous forme d'images électroniques du document original. Cette solution pionnière permet de concentrer la publication des documents essentiels dans le volume, qui donne dans des notes éditoriales les références à d'autres documents digitalisés concernant un dossier particulier.

Il faut aussi signaler l'édition du journal personnel de Markus Feldmann, journaliste, Conseiller fédéral et chef du Département de justice et police de 1952 à 1958, qui a souvent été en conflit avec Petitpierre et dont les commentaires bruts illustrent les tiraillements à l'intérieur du Conseil fédéral concernant la politique étrangère : Markus Feldmann, *Tagebuch 1923-1958*, par Peter Moser, édité par la Société suisse d'histoire, 6 vol. et CD-ROM, Krebs, Bâle 2001-2002.

Signalons enfin que divers projets historiques à l'intérieur du PNR 42 ont mis à disposition leurs propres banques de données relatives à diverses sources officielles sur la politique étrangère (décisions du Conseil fédéral, débats parlementaires, traités internationaux, délégations, etc.), qui ont été intégrées dans un fichier Access (Microsoft) et publiées sur un CD-ROM, accompagné d'un livret de commentaires : *Daten zur schweizerischen Aussenpolitik, 1848-1998*, édité par Andreas Kellerhals avec Urs Dietrich, Florence Ecklin, Éric Flury-Dasen, Thomas Gees, Madeleine Herren, Christian Hirschi, Peter Hug, Uwe Serdült, Thomas Widmer et Sacha Zala, Fonds national suisse de la recherche scientifique, Berne, 2001 (NFP 42 Working paper No. 15).

3. Aspects généraux

Pour un ouvrage général sur les questions liées aux relations internationales de la Suisse, nous conseillons la consultation d'un ouvrage collectif édité par Alois Riklin, Hans Haug et Raymond Probst, *Nouveau Manuel de la politique extérieure suisse*. Berne : Haupt, 1992, qui dresse un état de la recherche jusqu'au début des années nonante. La décennie d'études qui suit, avec une synthèse des divers projets du PNR 42, est présentée par Laurent Goetschel, Magdalena Bernath et Daniel Schwarz, *Schweizerische Aussenpolitik. Grundlagen und Möglichkeiten*, Zürich : NZZ, 2002. Signalons enfin l'ouvrage très utile de Manfred Linke, *Schweizerische Aussenpolitik der Nachkriegszeit*, Zürich ; Chur : Rüegger, 1995.

Au début des années nonante, un bilan historiographique est donné par un volume édité par l'ancienne Société générale suisse d'Histoire (aujourd'hui Société suisse d'Histoire), *L'histoire en Suisse. Bilan et perspectives — 1991*, Basel : Schwabe, 1992, en particulier, pour le thème qui nous intéresse ici, les contributions de Georg Kreis et Antoine Fleury, un panorama désormais complété par l'étude déjà citée de Georg Kreis, « Zurück in den Zweiten Weltkrieg »¹¹. Sur la construction de la « mémoire » au lendemain de la guerre, consulter l'ouvrage de Luc van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale. 1945-1948. Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève : Société d'Histoire et d'Archéologie, 1997, et, pour les rapports conflictuels entre histoire et État, celle de Sacha Zala, *Gebändigte Geschichte. Amtliche Historiographie und ihr Malaise mit der Geschichte der Neutralität. 1945-1961*, Berne : Archives fédérales, 1998 (Dossier n° 7). Enfin, sur l'historiographie portant sur la controverse du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, signalons simplement, parmi diverses contributions, les deux recueils d'articles de Philipp Sarasin et Regina Wecker (éd.), *Raubgold, Reduit, Flüchtlinge. Zur Geschichte der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich : Chronos 1998, et l'ouvrage de Jakob Tanner et Sigrid Weigel (éd.), *Gedächtnis, Geld und Gesetz. Vom Umgang mit der Vergangenheit des Zweiten Weltkrieges*, Zürich : ETH, 2002.

Pour une approche de l'histoire de l'appareil diplomatique suisse, l'ouvrage de référence reste l'étude de Claude Altermatt, *Les débuts de la diplomatie professionnelle en Suisse (1848-1914)*, Fribourg, 1990, à laquelle s'ajoute maintenant une analyse politologique des structures sociologiques avec le travail de Simon Geissbühler, « Spezialstruktur und Laufbahnmuster der schweizerischen diplomatischen Elite » in *Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, n° 8, 2002, pp. 79-92.

On trouve une analyse du rôle de l'administration dans la conduite de la politique étrangère dans deux études : Aviva Schnur, *Agieren oder Reagieren? Aussenpolitische Entscheidungsprozesse in Bundesrat und Bundesverwaltung*, Chur, Zürich : Rüegger, 2000 (NFP 42) et Thomas Gees, Andreas Kellerhals et Daniela Meier Mohseni, *Die Verwaltung der schweizerischen Aussenpolitik 1914-1978. Bundesrat und Bundesverwaltung : Entscheidungsprozesse und Netzwerke in der Landwirtschafts- und Umweltschutzaussenpolitik*, Zürich : Chronos, 2002. On peut également consulter Hofstetter Josef, *Die Bedeutung rechtlicher Normen in der Aussenpolitik. Eine Darstellung anhand der schweizerischen Nord-Süd-Politik*, Basel : Helbing & Lichtenhahn, 1990.

Le rôle du Parlement sur la politique extérieure a été étudié d'un point de vue juridique par Jacqueline Béatrice Moeri, *Die Kompetenzen der schweizerischen Bundesversammlung in den auswärtigen Angelegenheiten*, St. Gallen : Zehnder, 1990, alors qu'il a été l'objet d'études

11. Cf. n. 4.

empiriques dans un projet du PNR 42, conduit sous la direction d'Antoine Fleury, par Séverine Cuendet, Pascal Bulliad et Lubor Jílek, *L'Assemblée fédérale et la conduite de la politique étrangère de la Suisse de 1848 à nos jours*, dont la publication est à venir. En ce qui concerne les influences structurales du système politique suisse sur la politique étrangère, on peut consulter Georg Kreis, *Der lange Weg des Staatsvertragsreferendums. Schweizerische Aussenpolitik zwischen indirekter und direkter Demokratie*, Basel : Europainstitut, 1995, alors que nous pouvons signaler, d'un point de vue politologique, la contribution de Thomas Widmer et Ulrich Klöti, *Entscheidungsprozesse in Innen- und Aussenpolitik. Studien zur Politikformulierung in der Schweiz*, Zürich : Institut für Politikwissenschaft, 1999.

Les difficultés rencontrées en Suisse lors de la célébration de rituels politiques, en particulier par rapport aux visites d'État, ont été discutées par Daniela Rosmus, *Die Schweiz als Bühne. Staatsbesuche und politische Kultur 1848-1990*, Zürich : Chronos, 1994, un thème repris lors d'une exposition des Archives fédérales, intitulée *Helvetia tient sa cour* (Dossier n° 15).

Pour une interprétation générale sur la politique étrangère dans l'après-guerre, on peut voir les deux études de Jakob Tanner, *Grundlinien der schweizerischen Aussenpolitik seit 1945*, Berne, 1993, et « Die Schweiz und Europa im 20. Jahrhundert. Wirtschaftliche Integration ohne politische Partizipation » in Paul Bairoch, Martin Körner (éd.), *Die Schweiz in der Weltwirtschaft (15-20 Jh.)*, Zürich : Chronos, 1990 (SGWSG, vol. 8), pp. 409-428, ainsi que celle de Peter Hug, « Vom Neutralismus zur Westintegration. Zur schweizerischen Aussenpolitik in der Nachkriegszeit » in Walter Leimgruber et Werner Fischer (éd.), « Goldene Jahre ». *Zur Geschichte der Schweiz seit 1945*, Zürich : Chronos Verlag, 1999, pp. 59-100. La situation suisse au début de la Guerre froide est présentée par Katharina Bretscher-Spindler, *Vom Heissen zum Kalten Krieg. Vorgeschichte und Geschichte der Schweiz im Kalten Krieg 1943-1968*, Zürich : Orell Füssli, 1997 et maintenant également par Daniel Trachsler, *Neutral zwischen Ost und West? Infragestellung und Konsolidierung der schweizerischen Neutralitätspolitik durch den Beginn des Kalten Krieges, 1947-1952*, Zürich, 2002. Sur les questions liées à la neutralité et à la politique étrangère, nous nous contentons de signaler les ouvrages d'Alois Riklin, *Funktionen der schweizerischen Neutralität*, de Bernard Prongué, Joëlle Rieder, Claude Hauser et Francis Python (éd.), *Passé pluriel, mélanges pour Roland Ruffieux*, Fribourg : Éditions Universitaires, 1991, pp. 331-394, et de Peter Hug, « Abschied von der Neutralität » in Kux Stephan (éd.), *zukunft neutralität? Die schweizerische Aussen- und Sicherheitspolitik im Umbruch*, Berne : Haupt, 1994, pp. 13-60. Enfin, sur la politique de sécurité, on peut consulter Kurt R. Spillmann, Andreas Wenger, Christoph Breitenmoser et Marcel Gerber, *Schweizerische Sicherheitspolitik seit 1945. Zwischen Autonomie und Kooperation*, Zürich : NZZ, 2001.

Concernant les nombreuses contributions sur la politique commerciale extérieure et ses rapports avec la politique étrangère, nous nous bornons à signaler les contributions les plus récentes à savoir Frank U. Dietler, *Die aussereuropäische Handelspolitik der Schweiz Perspektiven und Möglichkeiten in einem sich wandelnden Welthandelssystem*, Zürich : Rüegger, 1999 (NFP 42/WWZ-Beiträge, vol. 33); Stephan Mumenthaler, *Die geografische Struktur des Schweizer Aussenhandels. Historischer Überblick, theoretische und empirische Analyse sowie Szenarien für die Zukunft*, Zürich : Rüegger, 1999; Bouda Etemad, « Le commerce extérieur de la Suisse avec le tiers-monde aux ^{xx}^e et ^{xx}^e siècles. Une perspective comparative internationale » in Bouda Etemad, Thomas David et Lyonel Kaufmann (éd.), *La Suisse sur la ligne bleue de l'outre-mer*, Lausanne, 1994 (Les Annuelles. Histoire et Société Contemporaines), pp. 19-41; Stefan Frech, Thomas Gees, Blaise Kropf et Martin Meier, « Bilaterale Arrangements und korporatistischer Entscheidungsprozess. Schweizerische Aussenwirtschaftspolitik und europäische Integrationskonzepte 1930-1960 » in Thomas Sandkühler (éd.), *Europäische Integration. Deutsche hegemonialpolitik gegenüber Westeuropa 1920-1960*, Göttingen : Wallstein, 2002, pp. 223-251.

4. Relations avec les pays voisins

Ce n'est pas un hasard si les études des relations bilatérales de la Suisse ont été particulièrement analysées d'un point de vue économique, vu que, sous l'ombre de la neutralité, la politique pragmatique officielle réduit implicitement la politique étrangère à une politique commerciale. Il faut néanmoins signaler que l'intérêt de la recherche s'est focalisé sur des questions financières dans la dernière décennie. Pour un état de la recherche sur ces divers aspects, on peut consulter le recueil d'articles de Sébastien Guex (éd.), *La Suisse et les Grandes Puissances 1914-1945*, Genève : Droz, 1999. Un autre ample recueil est celui de Peter Hug, Martin Kloter (éd.), *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus. Schweizerische Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik, 1930-1960 : Rahmenbedingungen, Entscheidungsstrukturen, Fallstudien*, Zürich : Chronos, Lausanne : Payot, 1999, qui, au-delà d'une analyse de la politique commerciale extérieure et du système des paiements, présente divers cas d'études, qui se rapportent à des travaux de licence ou de thèse en cours. On y trouve en particulier des contributions sur la RDA, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, Israël, l'Inde, le Mexique et l'Extrême-Orient.

Dans le cas des études sur la France, l'intérêt pour les questions économiques est particulièrement marquant¹². Signalons les deux monographies de Silvia Arlettaz et Philippe Gern, *Relations franco-suisse* au

12. Pour un état de la recherche à la moitié des années huitante, cf. *Cinq siècles de relations franco-suisse. Hommage à Louis-Edouard Roulet*, Neuchâtel : La Baconnière, 1984.

xix^e siècle. *La confrontation de deux politiques économiques*, Genève, 1992, et de René Jerusalmi, *Les relations économiques franco-suisse, 1939-1945. Un aspect insoupçonné de la Seconde Guerre mondiale*, Berne, 1995. Cette thématique se prolonge dans des études plus récentes de Jean-Charles Asselain, « L'impact de la politique française du change sur les échanges franco-suisse durant l'entre-deux-guerres » (pp. 327-363) et de Marc Perrenoud, « La diplomatie suisse et les relations financières avec la France 1936-1945 » (pp. 385-426) dans l'ouvrage collectif déjà cité *La Suisse et les Grandes Puissances*. On peut aussi consulter l'article de Janick Schaufelbühl, « Das bankgeheimnis im Konflikt zwischen der Schweiz und Frankreich. Die Deblockierung der französischen Guthaben in der Schweiz, 1945-1948 » in *Traverse*, n° 6, 1999, pp. 211-229. Ces questions ont également été reprises par la « Commission d'Experts Suisse — Seconde Guerre mondiale » (CIE), en particulier dans l'étude de Marc Perrenoud et Rodrigo López, *Aspects des relations financières franco-suisse (1936-1946)*, Zurich : Chronos 2002.

Il n'est pas surprenant de constater que le thème économique-financier prédomine également dans les études portant sur les relations avec l'Allemagne durant le national-socialisme, un thème qui, après la parution en 1985 du livre de Werner Rings *Rabgold aus Deutschland* (nouvelle édition, Zurich : Chronos, 1996), a profondément influencé les lignes interprétatives du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et qui a porté à la publication, au début des années quatre-vingt-dix, des monographies de Philippe Marguerat, *La Suisse face au III^e Reich. Réduit national et dissuasion économique, 1940-1945*, Lausanne, 1991 et de Linus von Castelmur, *Schweizerisch-alliierte Finanzbeziehungen im Übergang vom Zweiten Weltkrieg zum Kalten Krieg. Die deutschen Guthaben in der Schweiz zwischen Zwangsliquidierung und Freigabe (1945-1952)*, Zürich : Chronos, 1992. Il faut également signaler le recueil d'articles de Daniel Bourgeois, *Business helvétique et Troisième Reich*, Lausanne : Page deux, 1998, qui reprend diverses contributions de l'auteur depuis le début de ses recherches avec son ouvrage important *Le Troisième Reich et la Suisse 1933-1941*, Neuchâtel : La Baconnière, 1974. La problématique des relations économiques et financières, avec tous ses aspects liés aux transactions sur l'or, les relations bancaires et d'assurances en général, etc., a été amplement reprise par les diverses études de la CIE et le rapport final *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale*, Zurich : Pendo, 2002¹³. Pour une approche qui entend explicitement relativiser l'importance des relations économiques de la Suisse avec le Troisième Reich, soulignant le rôle de la politique alliée d'*appeasement*, on peut se référer à Walther Hofer et Herbert Reginbogin, *Hitler, der Westen und die Schweiz 1936-1945*, Zürich : NZZ, 2001.

13. Cf. « Publications de la Commission indépendante d'Experts Suisse-Seconde Guerre mondiale ». Note de synthèse de Jean-Claude Favaz dans le présent cahier.

Sur les relations avec l'Allemagne, signalons enfin l'ouvrage de Markus Schmitz et Bernd Haunfelder, *Humanität und Diplomatie, Die Schweiz in Köln, 1940-1949*, Münster : Aschendorff, 2001. En septembre 2001, un colloque international a été organisé à Berne par l'équipe des *Documents diplomatiques suisses* et l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich à l'occasion du cinquantenaire de la reconnaissance de la République fédérale d'Allemagne par la Suisse. La publication des actes présentera des contributions portant sur divers aspects des relations bilatérales.

L'intérêt de la recherche à l'égard de l'Autriche aussi a été fortement marqué par les questions liées à la Seconde Guerre mondiale, notamment le problème des réfugiés après l'*Anschluss* de 1938, qui a été traité par Claudia Hoerschelmann, *Exilland Schweiz. Österreichische Flüchtlinge in der Schweiz 1938-1945*, Innsbruck : Studien-Verlag, 1997, ainsi que par les diverses études de la CIE, en particulier dans la version retravaillée du *Rapport sur les réfugiés*, parue sous le titre *Die Schweiz und die Flüchtlinge zur Zeit des Nationalsozialismus*, Zürich : Chronos, 2001. Avec la fin de la Guerre froide, la position centrale de l'Autriche a été re-contextualisée, ce qui a stimulé des recherches sur le « nouvel » espace géographique qu'on a qualifié de *Mittleuropa*. Signalons, en dehors des études concernant les pays du bloc communiste dont nous parlerons ensuite, l'ouvrage de Bruno Suter, *Der Ausbau der Schweizer diplomatischen Vertretung in den Nachfolgetaaten der Donaumonarchie 1918-1921*, Berne : Lang, 2001.

Pour l'Italie aussi — après les études sur les rapports avec l'Italie fasciste¹⁴ et toutes leurs implications idéologiques, mais également territoriales à cause des aspirations irrédentiste à l'égard de la Suisse italienne, parmi lesquelles nous signalons avant tout l'ouvrage de référence de Mauro Cerutti, *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini. Fascisme et antifascisme au Tessin 1921-1935*, Lausanne, Payot, 1988 — l'attention historiographique s'est concentrée plus particulièrement sur la période de la guerre, avec, par exemple, les études de Stephan Winkler, *Die Schweiz und das geteilte Italien. Bilaterale Beziehungen in einer Umbruchphase 1943-1945*, Basel, Frankfurt a.M. Helbing & Lichtenhahn, 1992 ou le travail de Renata Broggin, *Terra d'asilo, I rifugiati italiani in Svizzera 1943-1945*, Lugano, 1993. Par contre, la question des relations avec l'Italie n'a été que marginalement étudiée par la CIE, qui a tout de même présenté un « Beitrag zur Forschung », avec l'étude de Benedikt Hauser, *Netzwerke, Projekte und Geschäfte. Aspekte der schweizerisch-italienischen Finanzbeziehungen 1936-1943*, Zürich : Chronos 2001. Sur les questions économiques et financières durant la guerre, on peut consulter le livre de Martin Kuder, *Italia e Svizzera nella seconda guerra mondiale. Rapporti economici e antecedenti*

14. Pour une bibliographie sur la période antérieure, cf. Marina Cattaruzza et Sacha Zala, *La Svizzera, Bibliografia dell'Età del Risorgimento*, nouvelle édition en cours d'impression.

storici, Roma, Carocci, 2002. Signalons également les recherches de Dario Gerardi, *Guerre et crédits. Les relations économiques entre la Suisse et l'Italie 1943-1947* (mémoire de licence, manuscrit, Université de Lausanne, 2000), un travail qui est complété par l'auteur dans le cadre d'une thèse de doctorat actuellement en cours (*La Suisse et l'Italie, 1923-1950. Transactions financières, relations commerciales et réseaux d'affaires*). Sur les relations diplomatiques, signalons l'ouvrage de Antonello Biagini et Daniel Reichel, *Italie e Svizzera durante la triplice alleanza : politica militare e politica estera*, Roma : Ufficio storico, 1991 et celui de Catherine Bosshard-Pfluger, *Genova - crocevia tra Svizzera e Italia. Il Consolato Generale di Svizzera a Genova, 1799-1999*, Frauenfeld : Huber, 1999. Pour des études sur l'émigration, on peut se référer aux différents travaux de Mauro Cerutti, dont la contribution (qui a vu le jour dans le cadre d'un projet de recherche encore en cours) intitulée « Un secolo di emigrazione italiana in Svizzera (1870-1970), attraverso le fonti dell' Archivio federale » in *Études et Sources*, vol. 20, Berne : Archives fédérales suisses, 1994, pp. 11-104.

5. Relations avec les pays du bloc communiste

La fin de la Guerre froide a conduit à la redécouverte historiographique d'un « territoire » qui a été pendant longtemps difficile d'accès pour les chercheurs. Avec l'étude de Stefano Bruno, *Die Reaktion der Schweiz auf den Umbruch im Osten. Eine qualitative Analyse der Informationsverarbeitungs- und Entscheidungsprozesse in der schweizerischen Exekutive zwischen 1988 und 1991 an den Beispielen Osthilfe und Baltikumspolitik*, Zürich : Studentendruckerei, 2000, on dispose déjà d'une analyse sur la période même de transition. Sur la période de la Guerre froide, on peut consulter le volume édité par les Archives fédérales, *Intégration ou isolement ? Les relations bilatérales entre la Suisse et les États d'Europe centrale et orientale depuis la Deuxième Guerre mondiale*, Berne : Archives fédérales, 1996 (Dossier n° 3). En ce qui concerne la perception et la politique militaire de la Suisse à l'égard des pays du Pacte de Varsovie, on peut se référer à Daniel Neval, « *Mit Atombomben bis nach Moskau* ». *Gegenseitige Wahrnehmung der Schweiz und des Ostblocks während des Kalten Krieges, 1945-1968*, Zürich : Chronos, 2002.

Sur l'absence de relations diplomatiques avec la RDA, on dispose de l'étude de Therese Steffen, *Das Kreuz mit Hammer, Zirkel, Ährenkranz. Die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Deutschen Demokratischen Republik, 1949-1972*, Berlin : Arno Spitz, 2002, alors que pour la Tchécoslovaquie on dispose du travail de Christoph Späti, *Die Schweiz und die Tschechoslowakei 1945-1953. Wirtschaftliche, politische und kulturelle Beziehungen im Polarisationsfeld des Ost-West-Konflikts*, Zürich : Chronos, 2000.

L'intérêt prépondérant de la recherche s'est bien sûr porté sur les relations avec la Russie, puis l'Union soviétique, grâce notamment à la

publication d'un recueil de sources : *Suisse - Russie. Contacts et ruptures. 1813-1955. Documents tirés des Archives du Ministère des Affaires étrangères de Russie et des Archives fédérales suisses*, Antoine Fleury et Danièle Tosato-Rigo (éd.), Berne : Paul Haupt, 1994. Des impulsions significatives à la recherche ont été données plus particulièrement par la Section pour l'histoire de l'Europe orientale du Département d'histoire de l'Université de Zurich. Pour l'époque tsariste, signalons les thèses de Soom Jost, « *Avancement et fortune* ». *Schweizer und ihre Nachkommen als Offiziere, Diplomaten und Hofbeamte im Dienste des Zarenreiches*, Zürich : Hans Rohr, 1996, de Stefan Mumenthaler, *Im Paradies der Gelehrten. Schweizer Wissenschaftler im Zarenreich, 1772-1917*, Zürich : Hans Rohr, 1996, et de Gisela Tschudin, *Schweizer Käser im Zarenreich. Zur Mentalität und Wirtschaft ausgewanderter Bauernsöhne und Bauerntöchter*, Zürich : Hans Rohr, 1990. Sur la longue période avant l'établissement de relations diplomatiques avec l'Union soviétique (qui n'intervient qu'après la Seconde Guerre mondiale), on peut se référer à Christine Gehrig-Straube, *Beziehungslose Zeiten. Das schweizerisch-sowjetische Verhältnis zwischen Abbruch und Wiederaufnahme der Beziehungen (1918-1946) aufgrund schweizerischer Akten*, Zürich : Rohr, 1997 et à Christiane Uhlig, *Utopie oder Alptraum? Schweizer Reiseberichte über die Sowjetunion, 1917-1941*, Zürich : Hans Rohr, 1992, alors que la première décennie après l'établissement de relations diplomatiques « normales » a été analysée par Therese Steffen dans son article « *Gegensätzliche Partner. Die Beziehungen Schweiz-Sowjetunion 1946-1956* » in *Etudes et Sources*, vol. 21, Berne : Archives fédérales, 1995, pp. 45-92.

Les questions liées aux rapports entre l'Union soviétique et les communistes suisses ont suscité un intérêt certain et ont été étudiées par Brigitte Studer, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931 à 1939*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 1994 et par Peter Huber, *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau. Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zürich : Chronos, 1994. On peut aussi consulter Brigitte Studer, Bernhard H. Bayerlein et André Lasserre, « Des archives russes en tant que source d'histoire suisse contemporaine » in *Etudes et Sources*, vol. 20, Berne : Archives fédérales, 1994, pp. 283-313.

Signalons enfin l'article de Michele Coduri, « I rapporti fra la Svizzera e la Repubblica Popolare Cinese 1950-1956 » in *Etudes et Sources*, vol. 21, Berne : Archives fédérales, 1995, pp. 145-194.

6. Relations avec les pays anglo-saxons

Les questions liées à la Seconde Guerre mondiale ont été l'objet d'études d'abord par rapport à la Grande-Bretagne, avec notamment la monographie de Oswald Inglin, *Der stille Krieg. Der Wirtschaftskrieg zwischen Grossbritannien und der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich : NZZ, 1991 et les diverses études de Neville Wylie, dont celle-ci : « La

Suisse et la liste noire britannique en 1940. Le cas du Crédit Suisse » in Porret, Michel; Fayet, Jean-François et Fluckiger, Carine (éd.), *Guerres et paix. Mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Chêne-Bourg : Georg Éditeur, 2000, pp. 221-236. La politique de sécurité suisse, par rapport aux concessions militaires anglo-saxonnes, puis de l'OTAN, a été analysée par Mauro Mantovani, dont nous signalons l'article « Another "Special Relationship" ». The British-Swiss Early Cold War Coordination of Defence, 1947-53 » in *Diplomacy & Statecraft*, n° 10, 1999, pp. 127-146, ainsi que l'ouvrage *Schweizerische Sicherheitspolitik im Kalten Krieg 1947-1963. Zwischen angelsächsischem Containment und Neutralitäts-Doktrin*, Zürich : Orell Füssli, 1999.

Les antécédents de la perception de la Suisse aux États-Unis ont été l'objet d'analyses dans les recherches de Urs Hammer, *Vom Alpenidyll zum modernen Musterstaat : der Mythos der Schweiz als « Alpine Sister Republik » in den USA des 19. Jahrhunderts*, Basel : Helbing & Lichtenhahn, 1995. Les questions qui ont majoritairement intéressé la recherche s'articulent autour des difficiles rapports avec les Alliés, en particulier concernant les implications financières. Ces rapports, déjà analysés à l'époque par Marco Durrer, *Die schweizerisch-amerikanischen Finanzbeziehungen im Zweiten Weltkrieg. Von der Blockierung der schweizerischen Guthaben in den USA über die « Safehaven »-Politik zum Washingtoner Abkommen (1941-1946)*, Berne : Paul Haupt, 1984, ont été en outre l'objet d'étude aussi de la part de la CIE. Signalons enfin l'ouvrage de Catherine Schiemann, *Neutralität in Krieg und Frieden. Die Aussenpolitik der Vereinigten Staaten gegenüber der Schweiz 1941-1949. Eine diplomatiegeschichtliche Untersuchung*, Chur : Rüegger, 1991. Pour ce qui concerne le développement des relations durant la Guerre froide, surtout par rapport aux pressions économiques des USA pour une limitation du commerce Est-Ouest à travers la Suisse (des recherches qui ont été lancées par l'étude d'André Schaller, *Schweizerische Neutralität im West-Ost-Handel, Das Hotz-Linder Agreement vom 23. Juli 1951*, Berne : Paul Haupt, 1987), on peut consulter l'article récent de Mauro Cerutti, « La Suisse dans la Guerre froide. La neutralité suisse face aux pressions américaines à l'époque de la Guerre de Corée » in Michel Porret, Jean-François Fayet et Carine Fluckiger (éd.), *Guerres et paix. Mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Chêne-Bourg : Georg Éditeur, 2000, pp. 321-342.

7. Relations bilatérales avec le monde hispanique

Un intérêt particulier a été réservé à la guerre d'Espagne et à la participation de Suisses dans les brigades internationales. Cet intérêt historiographique, corrélé aussi à une discussion politique sur l'opportunité de réhabiliter finalement les citoyens suisses qui ont été à leur retour condamnés pour mercenariat à l'étranger, se retrouve dans divers travaux de recherche publiés dans Mauro Cerutti, Sébastien Guex et Peter Huber (éd.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco*

(1936-1946). *Relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques*, Lausanne : Editions Antipodes, 2001 (Collection Histoire et société contemporaines, vol. 21), ainsi que dans les ouvrages de Nic Ulmi et Peter Huber, *Les Combattants suisses en Espagne républicaine (1936-1939)*, Lausanne : Editions Antipodes, 2001 et de Pierre Marqués, *La Croix-Rouge pendant la Guerre d'Espagne (1936-1939) : Les missionnaires de l'humanitaire*, Paris : L'Harmattan, 2000, sans oublier Gino Baumann, *Schweizer im Spanischen Bürgerkrieg*, Aarau : G. Baumann, 1989.

Concernant l'Amérique latine, la recherche s'est focalisée sur les questions liées au commerce et à l'émigration, en particulier avec les études de Béatrice Veyrassat, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIX^e siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève : Droz, 1993 (Publication du centre d'histoire économique internationale de l'Université de Genève, vol. 8) et de Claudio Bolzman, *Exil, dynamique socio-culturelle et participation sociale. Le cas de la migration chilienne en Suisse*, Genève, 1992 (Thèse E.E.S. Université de Genève n° 372). D'importantes impulsions ont été ensuite données par Walther L. Bernecker durant son enseignement à l'Université de Berne, des impulsions qui ont débouché sur divers travaux, parmi lesquels nous signalons le collectif d'articles de Walther L. Bernecker (éd.), *Die Schweiz und Lateinamerika im 20. Jahrhundert. Aspekte ihrer Wirtschafts- und Finanzbeziehungen*, Berne : Peter Lang, 1997 et, par rapport aux questions liées à l'exportation du matériel de guerre, l'article de Thomas Fischer, « Schweizerische Kriegsmaterialausfuhr nach Lateinamerika in der Zwischenkriegszeit und nach dem Zweiten Weltkrieg, Rüstung und Kriegswirtschaft » in *Études et Sources*, vol. 23, Berne : Archives fédérales, pp. 171-206, ainsi que l'ouvrage de Walther L. Bernecker et Thomas Fischer (éd.), *Unheimliche Geschäfte : Schweizer Rüstungsexporte nach Lateinamerika im 20. Jahrhundert*, Zürich : Chronos, 1991.

8. Relations bilatérales avec l'Afrique du Sud

La fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud et le processus de revisitation du passé qui s'en est suivi a également eu de fortes répercussions en Suisse, où toute une série de questions liées aux rapports avec ce régime ont été inscrites sur l'agenda politique suisse. Ainsi, comme on l'a vu par rapport au refus de l'adhésion à l'EEE et ensuite avec la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, l'État a débloqué des crédits nécessaires au lancement de projets de recherche sur l'Afrique du Sud, institutionnellement rattachés à une seconde partie du PNR 42 (« Fondements et possibilités de la politique extérieure suisse »), qui s'appelle à présent PNR 42+. À la différence des pouvoirs exceptionnels accordés à la CIE, en particulier par rapport à l'accès aux archives de l'industrie privée, ce programme de recherche se développe à l'intérieur d'un cadre « normal » de recherche. Bien des projets encore en cours auront par conséquent

d'importants problèmes pour obtenir des informations essentielles tant que l'accès aux sources des archives privées ne leur est pas garanti. Sur la dimension politique, on peut consulter Roger Pfister, *Die Schweiz und Südafrika während der Apartheid. Kontroverse und « Agenda-Setting » nach 1998*, Zürich, 2000. Un instrument de recherche a été présenté par les Archives fédérales et le Service historique du Département fédéral des affaires étrangères : *Suisse - Afrique du Sud 1948-1994. Fonds d'archives et interventions parlementaires*, Berne, 2000. Une première monographie a déjà été publiée par David Gygax, *La Swiss-South African Association (1956-2000). Un organe du capital helvétique en Afrique du Sud*, Fribourg : 2001. La publication des divers projets est attendue dans les deux prochaines années¹⁵.

9. La Suisse et l'intégration européenne

En ce qui concerne la Suisse et l'intégration européenne, on peut constater que l'ultime décennie a vu une ample et intéressante volée d'études, lesquelles se réfèrent également aux questions politiques liées à l'actualité. La recherche peut déjà compter sur diverses contributions, qui vont de l'étude classique de la politique gouvernementale jusqu'à l'observation des mouvements liés à la société civile. Sur les antécédents du mouvement pro-européen en Suisse, il faut se référer à Lubor Jílek, *L'esprit européen en Suisse de 1860-1940*, Genève, 1990; un thème poursuivi par Thomas Staffelbach, « Die Europa-Union 1945-1949 » in *Études et Sources*, vol. 18, Berne : Archives fédérales, 1992, pp. 159-229, ainsi que par Éric Flury-Dasen, « Die Union européenne des fédéralistes und die Europa-Union Grenzen und Möglichkeiten des Einfluss von europaföderalistischen Verbänden in der Schweiz » et Lubor Jílek, « L'Union parlementaire européenne et son écho en Suisse au lendemain de la guerre », deux articles parus in Georg Kreis (éd.), *Die Schweiz im internationalen System der Nachkriegszeit 1943-1950*, Basel, 1996, *Itinera*, vol. 18, respectivement pp. 32-54 et pp. 55-59.

Un panorama général sur la politique européenne de la Suisse est disponible dans l'ouvrage de Pierre du Bois, *Die Schweiz und die europäische Herausforderung 1945-1992*, Zürich : NZZ, 1990. Sur les débuts de la politique européenne de la Suisse, il est utile de consulter la monographie de Roland Maurhofer, *Die schweizerische Europapolitik vom Marshallplan zue EFTA 1947 bis 1960. Zwischen Kooperation und Integration*, Berne : Paul Haupt, 2002, ainsi que les publications suivantes : Antoine Fleury, « Le Plan Marshall et l'économie suisse » in Comité pour l'Histoire économique et financière (éd.), *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Paris, 1993, pp. 549-564; Thomas Moser, « Die Interessen der Schweiz am Schuman-Plan, 1950-

15. Une liste complète des projets en cours se trouve sur le site du Fonds national, à l'adresse Internet <<http://www.snf.ch/NFP/NFP42%2B/Projektliste.html>>.

1953. Vortüberlegungen zu den Anfängen des schweizerischen Bilateralismus im europäischen Integrationsprozess », publié dans le numéro déjà cité d'*Itinera*, vol. 18, pp. 146-170; Antoine Fleury, « Le patronat suisse et l'Europe. Du Plan Marshall aux Traités de Rome » in Michel Dumoulin (éd.), *L'Europe du patronat. De la guerre froide aux années soixante*, Berne : Lang, 1993, pp. 165-189. Une contribution qui aborde la position de la Suisse à l'égard de la Communauté économique européenne est due à Martin Zbinden, *La Suisse et la première tentative d'élargissement de la CEE, 1961-1963*, Chavannes-près-Renens : Institut de hautes études en administration publique, 1994 (Cahiers de l'IDHEAP, n° 137), un thème repris dans sa thèse de doctorat intitulée *Der Assoziationsversuch der Schweiz mit der EWG 1961-1963*, Berne, 1999 (manuscrit).

En ce qui concerne l'Association européenne de libre échange, il faut consulter l'article d'Annette Enz, « Die Schweiz und die Grosse Europäische Freihandelszone » in *Études et Sources*, vol. 16/17, Berne : Archives fédérales, 1991, pp. 157-261, ainsi que celui de Ossi Tuusvuori, « EFTA, relation with other countries and the EEA » in Hanspeter Tschäni et Ossi Tuusvuori (éd.), *Principales and Elements of Free Trade Relations. 40 Years of EFTA Experience*, Zurich : Rüegger, 2000.

Une étude portant sur le Conseil de l'Europe a été menée par Hans Ulrich Jost, *Europa und die Schweiz 1945-1950. Europarat, Supranationalität und schweizerische Unabhängigkeit*, Zürich : Chronos, 1999 (Schweizer Beiträge zur internationalen Geschichte, vol. 2).

Sur la participation de la Suisse à l'Union européenne des Paiements, on peut consulter Gunter Schwerdtel, *The Swiss Participation in the European Payments Union, 1950-1958*, Berne : Peter Lang, 1992.

Les discussions politiques de la seconde moitié des années quarante ont été l'objet d'une thèse de Thomas Schwendimann, *Herausforderung Europa. Integrationspolitische Debatten in Österreich und in der Schweiz 1985-1989*, Berne : Peter Lang, 1993. On arrive à l'analyse des négociations sur l'adhésion à l'Espace économique européen avec l'étude de Peter Moser, « Die EWR-Verhandlungen » in Thomas Bernauer et Dieter Ruloff (éd.), *Globaler Wandel und schweizerische Aussenpolitik. Informationsbeschaffung und Entscheidungsfindung in der Schweizerischen Bundesverwaltung*, Chur, Zürich : Rüegger, 1999 (NFP 42).

Enfin, on dispose également, surtout du côté de la politologie, d'études sur les implications de l'intégration européenne sur la politique de sécurité et la conception de la politique de neutralité, en particulier grâce aux travaux de Jürg Martin Gabriel, *Schweizer Neutralität im Wandel. Hin zur EG*, Frauenfeld : Huber, 1990 et du même auteur *Europa und die schweizerische Sicherheitspolitik*, ST. Gallen : HSG, 1991, ainsi qu'aux travaux d'historiens comme Antoine Fleury « La neutralité suisse à l'épreuve de l'Union européenne » in Jukka Nerakivi (éd.), *Neutrality of history*, Helsinki : Finnish Historical Society, 1992, pp. 188-199 et Mauro Cerutti. « Document sur la Suisse et la sécurité

européenne » in *Relations internationales*, n° 86, 1996 (La sécurité collective au xx^e siècle), pp. 213-220. Sur la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, on peut consulter les études de Hansjörg Renk, *Der Weg nach Helsinki. Der Beitrag der schweizerischen Diplomatie zum Zustandekommen der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE), 1972-1975*, Berne : Paul Haupt, 1996 et de Urs Stemmler, *Die Konferenz über Vertrauens- und Sicherheitsbildende Massnahmen und Abrüstung in Europa als Mittel der schweizerischen Sicherheitspolitik*, Berne, 1991.

10. Relations multilatérales et organisations internationales

Un des secteurs de recherche où la réflexion théorique et le travail empirique ont très largement profité du mariage dialectique entre histoire diplomatique et histoire sociale (ainsi que des influences provenant de la politologie) est indéniablement celui des relations multilatérales, des organisations internationales et des congrès internationaux. D'un point de vue historique, il faut signaler les travaux de Madeleine Herren, qui avec son importante étude *Hintertüren zur Macht. Internationalismus und modernisierungsorientierte Aussenpolitik in Belgien, der Schweiz und den USA, 1865-1914*, München : Oldenbourg, 2000, a ouvert des voies alternatives aux interprétations dominantes liées au concept de neutralité, démontrant, à l'aide d'une comparaison internationale, que la Suisse a joué un rôle fort actif dans le secteur de l'internationalisme dès les débuts de celui-ci dans la seconde moitié du xix^e siècle. Dans un autre ouvrage de Madeleine Herren et Sacha Zala, *Netzwerk Aussenpolitik. Internationale Organisationen und Kongresse als Instrumente der schweizerischen Aussenpolitik 1914-1950*, Zürich : Chronos, 2002, l'analyse s'est prolongée jusqu'à la période qui suit la Seconde Guerre mondiale, montrant à quel point l'actuelle distinction typologique entre organisations internationales gouvernementales (OIG) et organisations internationales non-gouvernementales (ONG) est le fruit des développements issus de la Seconde Guerre mondiale et ne peut en aucun cas être appliquée à la période antérieure. En ce qui concerne le rôle actuel des ONG, on peut se référer à l'étude de Brook S. Boyer et Laurent Crémieux, *Les ONG et la politique extérieure suisse : une analyse comparative des négociations intergouvernementales sur les changements climatiques et la diversité biologique*, Genève, 1997 (NFP 42). Parmi les instruments de travail, on peut citer l'ouvrage de Andreas Kellerhals, Thomas Gees et Daniela Meier, *Gouvernementale Aussenpolitik. Staatsverträge (1848-1996), Bundesratsentscheide zur Aussenpolitik (1918-1976) und Fallbeispiele*, Berne : Archives fédérales, 1999. Sur les travaux à caractère plus général, signalons, mis à part le recueil d'articles déjà cité de Peter Hug et Martin Kolter, *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus*, l'étude de Daniel Möckli, *Neutralität, Solidarität, Sonderfall. Die Konzeptionierung der schweizerischen Aussenpolitik der Nachkriegszeit, 1943-1947*, Zürich : Forschungsstelle für Sicherheitspolitik

und Konfliktanalyse der ETH Zürich, 2000, pour la réorientation de la politique étrangère au lendemain de la guerre, ainsi que l'étude d'Antoine Fleury, « La Suisse et le retour au multilatéralisme dans les échanges internationaux après 1945 » in Paul Bairoch et Martin Körner (éd.), *Die Schweiz in der Weltwirtschaft (15.-20. Jh.)*, Zürich : Chronos, 1990 (SGWSG, vol. 8), pp. 353-370.

Un bilan de la recherche allant jusqu'à la moitié des années nonante figure dans le volume édité par Georg Kreis, *Die Schweiz im internationalen System der Nachkriegszeit 1943-1950*, Basel, 1996, *Itinera*, vol. 18, dans lequel nous signalons avant tout les articles d'Antoine Fleury sur « La Suisse et le défi du multilatéralisme » (pp. 68-83) et de Peter Hug, « Verhinderte oder verpasste Chancen? Die Schweiz und die Vereinten Nationen, 1943-1947 » (pp. 84-97). Carlo Moos a, de son côté, présenté l'étude suivante : *Ja zum Völkerbund, Nein zur UNO. Die Volksabstimmungen von 1920 und 1986 in der Schweiz*, Zürich : Chronos, 2001, qui, à la ville de la votation qui conduira à l'adhésion de la Suisse à l'ONU en 2002, analyse comparativement la situation des deux votations précédentes. Parmi les diverses contributions juridiques concernant les relations entre la Suisse et l'ONU, il faut signaler le travail de Walter Kälin, Giorgio Malinverni et Manfred Nowak, *Die Schweiz und die UNO- Menschenrechtspakte*, 2^e édition, Basel : Helbing & Lichtenhahn, 1997, et l'article de Paul Seger, « Die Stellung der Schweiz als Beobachter bei den Vereinten Nationen in New York » in *Schweizerische Zeitschrift für internationales und europäisches Recht*, n° 5, 1995, pp. 479-514. La fin de la Guerre froide a conduit, au début des années quatre-vingt-dix à une réévaluation du rôle de la neutralité, qui s'est, dans un premier temps, exprimée par une politique moins restrictive en matière de sanctions décrétées par la communauté internationale, un thème qui a été abordé par Jürg Martin Gabriel, « Switzerland and Economic Sanctions. The dilemma of a Neutral » in Marko Milivojevic et Pierre Maurer (éd.), *Swiss neutrality and Security*, New York, 1990, pp. 232-245, ainsi que par André Schaller, *Die Teilnahme der Schweiz an den gegen den Irak gerichteten wirtschaftlichen Massnahmen der UNO. Wandel und Kontinuität in der schweizerischen Aussenpolitik*, St. Gallen, 1992 et par Christian Linsi, *Gegenmassnahmen in der Form des Embargos zur Durchsetzung elementarer Völkerrechtsverpflichtungen in der schweizerischen Aussenpolitik. Die Bedeutung der Praxisänderung vom August 1990 aus der Sicht der Staatenverantwortlichkeit und der Neutralität*, Basel, Frankfurt a.M. : Helbing & Lichtenhahn, 1994. Pour une analyse de la pratique helvétique, on peut consulter Diethelm Roland, *Die Schweiz und friedenserhaltende Operationen 1920-1995*, Berne : Haupt, 1997, alors que la mission suisse en Corée a été analysée par Urs Alfred Müller, *Schweizer Korea-Mission im Wandel der Zeit 1953-1997*, Zürich ; Prag : Translawia, 1997.

Sur les questions liées au Comité international de la Croix-Rouge pendant la Seconde Guerre mondiale, l'ouvrage de référence est celui de

Jean-Claude Favez, *Une mission impossible ? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, Lausanne; Editions Payot, 1988. Par rapport à la politique de l'aide au développement, nous renvoyons au collectif d'articles de Peter Hug et Beatrix Mesmer, *Von der Entwicklungshilfe zur Entwicklungspolitik*, Berne : Archives fédérales, 1993, *Études et Sources*, vol. 19, pp. 245-258 et aux thèses universitaires d'Albert Matzinger, *Die Anfänge der schweizerischen Entwicklungshilfe, 1948-1961*, Berne : Haupt, 1991 et de René Holenstein, *Was Kummert uns die Dritte Welt. Offizielle Entwicklungshilfe und Solidaritätsbewegung in der Schweiz (1965-1973)*, Zürich : Chronos, 1997. Pour un point de vue juridique, signalons enfin la contribution de Erika Schläppi et Walter Kälin, *Schweizerische Aussenwirtschaftshilfe und Menschenrechtspolitik. Konflikte und Konvergenzen*, Zürich : Rüegger, 2001.

Sacha ZALA,
Université de Berne.

(Traduit de l'italien par Dario Gerardi.)